

-----

.....

**DECRET N° 2 0 1 7 / 0 6 7 0 /PM DU 2 2 FEV 2017**  
**fixant la répartition de la Dotation Générale de la Décentralisation au**  
**titre de l'exercice budgétaire 2017.-**

**LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n° 2004/017 du 22 juillet 2004 d'orientation de la décentralisation ;
- Vu** la loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Communes ;
- Vu** la loi n° 2009/011 du 10 juillet 2009 portant régime financier des collectivités territoriales décentralisées ;
- Vu** la loi n° 2016/018 du 14 décembre 2016 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2017 ;
- Vu** le décret n°2008/013 du 17 janvier 2008 portant organisation et fonctionnement du Conseil National de la Décentralisation ;
- Vu** le décret n° 2008/014 du 17 janvier 2008 portant organisation et fonctionnement du Comité Interministériel des Services Locaux ;
- Vu** le décret n° 2009/248 du 05 août 2009 fixant les modalités d'évaluation et de répartition de la Dotation Générale de la Décentralisation ;
- Vu** le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2011/409 du 09 décembre 2011 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2015/405 du 16 septembre 2015 fixant les modalités de rémunération des Délégués du Gouvernement, des Maires et de leurs Adjoints,

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>**.- Le présent décret fixe la répartition de la Dotation Générale de la Décentralisation au titre de l'exercice budgétaire 2017.

**Article 2.-** (1) Le montant global des ressources affectées à la Dotation Générale de la Décentralisation au titre de l'exercice 2017 est de FCFA dix milliards (10.000.000.000).

(2) Le montant visé à l'alinéa (1) ci-dessus est réparti ainsi qu'il suit :

- Dotation Générale de Fonctionnement : FCFA cinq milliards (5.000.000.000) ;
- Dotation Générale d'Investissement : FCFA cinq milliards (5.000.000.000).

**Article 3.-** La Dotation Générale de Fonctionnement au titre de l'exercice 2017 est destinée aux emplois ci-après :

- rémunération des magistrats municipaux ;
- fonctionnement du Conseil National de la Décentralisation ;
- fonctionnement du Comité Interministériel des Services Locaux ;
- fonctionnement du Comité National des Finances Locales ;
- fonctionnement de la Commission Interministérielle de Coopération Décentralisée ;
- fonctionnement du Comité chargé de la formation des acteurs de la décentralisation ;
- appui au Programme National de Formation aux Métiers de la Ville ;
- appui au fonctionnement des syndicats de Communes existants ;
- fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat apportant leur concours ou leur appui aux Communes et aux Communautés Urbaines ;
- dépenses de fonctionnement spéciales ou d'urgence en faveur de certaines Communes ou Communautés Urbaines.

**Article 4.-** La répartition de la Dotation Générale de Fonctionnement selon les emplois visés à l'article 3 ci-dessus est fixée suivant le tableau ci-après :

REPARTITION DE LA DOTATION GENERALE DE FONCTIONNEMENT (EXERCICE 2016)		
N°	EMPLOIS	MONTANT en FCFA
1	Rémunération des magistrats municipaux.	3.000.000.000
2	Fonctionnement du Conseil National de la Décentralisation.	190.000.000



3	Fonctionnement du Comité Interministériel des Services Locaux	210.000.000
4	Fonctionnement du Comité National des Finances Locales.	40.000.000
6	Fonctionnement de la Commission Interministérielle de Coopération Décentralisée.	30.000.000
7	Financement des ateliers régionaux de formation de certains responsables communaux au budget programme	80.000.000
8	Appui au Programme National de Formation aux Métiers de la Ville	40.000.000
9	Appui au fonctionnement des syndicats de Communes existants	30.000.000
10	Fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat apportant leur concours ou leur appui aux Communes et aux Communautés Urbaines.	180.000.000
11	Dépenses de fonctionnement spéciales ou d'urgence en faveur de certaines Communes ou Communautés Urbaines.	1.200.000.000
<b>TOTAL</b>		<b>5.000.000.000</b>

**Article 5.-** Les structures bénéficiaires de la Dotation Générale de Fonctionnement visées à l'article 4 ci-dessus font tenir au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, le 31 janvier au plus tard de l'année budgétaire suivante, un rapport d'activités, assorti du compte d'emploi des ressources allouées pour le compte de l'année budgétaire n-1.

**Article 6.-** La Dotation Générale d'Investissement au titre de l'exercice 2017 est destinée au financement des projets ci-dessous retenus dans les Communes jugées prioritaires :

- construction, réhabilitation, équipement des salles de classe, des latrines et des logements d'astreinte ;
- construction, réhabilitation, équipement des centres de santé et des logements d'astreinte ;
- construction des forages et adductions d'eau ;
- entretien des routes et construction des ouvrages de franchissement ;
- électrification ;
- construction des équipements marchands.

**Article 7.-** La répartition de la Dotation Générale d'Investissement selon les projets visés à l'article 6 ci-dessus est fixée suivant le tableau ci-après :

<b>REPARTITION DE LA DOTATION GENERALE D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>N°</b>	<b>PROJETS</b>	<b>MONTANT en FCFA</b>
<b>1</b>	Construction, réhabilitation, équipement des salles de classe, des latrines et des logements d'astreinte du personnel enseignant.	<b>1.000.000.000</b>
<b>2</b>	Construction, réhabilitation, équipement des centres de santé, des latrines et des logements d'astreinte du personnel médical.	<b>1.000.000.000</b>
<b>3</b>	Construction des forages et adduction d'eau.	<b>1.000.000.000</b>
<b>4</b>	Electrification.	<b>1.000.000.000</b>
<b>5</b>	Entretien des routes et construction des ouvrages de franchissement.	<b>500.000.000</b>
<b>6</b>	Construction des équipements marchands.	<b>500.000.000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>5.000.000.000</b>

**Article 8.-** L'affectation et la mise à disposition des différentes quotes-parts de la Dotation Générale de la Décentralisation s'effectuent conformément aux dispositions du décret n° 2009/248 du 05 août 2009 susvisé.

**Article 9.-** Le Ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées, le Ministre chargé des finances et le Ministre chargé des investissements sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le 22 FEV 2017

**LE PREMIER MINISTRE,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**



  
**Philemon YANG**